

[Texte]

which is quite distinct, of course, from doing it in a laboratory, especially in the Canadian universities.

We have an ulterior motive in this respect as well. One of the problems faced by many developing countries, and this is a long-time problem, is that researchers who have taken their doctorate or postdoctorate training in Western universities return to their countries with very enhanced ideas about the type of equipment required, the super sophisticated kind of research in which they wish to engage.

And that takes me to your third question about relationships with NGOs and whether we regard ourselves perhaps as being too esoteric to deal with NOGs. And I wish to say immediately that is not the case. The general level of our kind of research is far from sophisticated or high. One of our most difficult projects is dealing with the design, implementation and use of sanitary privies in villages in Africa and elsewhere. I cannot think of anything more mundane than that kind of activity; rural health care delivery systems and the use of such diagnostic tools as this, which takes the place of scales and measurements and tables for illiterate village health workers, to determine the nourished and malnourished condition of infant children. I can talk about that later if you wish; the cost is 10 cents.

We engaged in surveys on the social science side to determine the role of women, village habits and the like in a wide range of developing countries. But in this, as in all other activities, the work is not done by the Centre, it is done by the researchers in the developing countries themselves. We do employ, of course, competent scientists who assist us in these tasks. Their role is to be partners with the developing-country scientists in the identification process, in monitoring from time to time the research under way but never to act in a parental or professorial or mentor activity; that is not the way in which we act.

I may say that one of the chief sources of our personnel is CUSO. We look to CUSO alumni. They are the ones with university specialties and with developing-country experience in large measure. When the time comes to deal with—and this is question number two—the Canadian resources, should the \$12 million start to flow to us, one of the tasks that we will undoubtedly undertake is to analyse the research and development capacity within Canada that can be made available to the developing countries. And, indeed, I have already earmarked in our budget from 1980-81 several hundred thousand dollars of our own funds, as I interpret our budget grants for next year, to continue the process that was done in outline form by Doctor Berlinguet, by MOSST, preparatory to the Vienna Conference.

Whether developing-country institutions will ask for help from Canadian NGOs is another question. My guess is that they will seek linkages with Canadian universities, with the

[Traduction]

totalment différent de la recherche en laboratoire, surtout dans les universités canadiennes.

Nous avons également été poussés par un autre motif. En effet, un des problèmes que nous rencontrons depuis longtemps dans beaucoup de pays en voie de développement, est que les chercheurs qui ont fait leur doctorat, ou même davantage dans les universités occidentales rentrent chez eux avec des idées très révolutionnaires sur le genre d'équipement nécessaire à la recherche qu'ils veulent entreprendre.

Ceci m'amène à votre troisième question qui concernait les relations du centre avec les ONG. Vous vous demandiez si nous ne nous montrions pas trop distants et supérieurs à l'égard des ONG. Je m'empresse de vous dire que ce n'est pas du tout le cas. Règle générale, nos projets de recherche sont loin d'atteindre un nouveau avancé, ni même élevé. Ainsi, un projet particulièrement difficile concerne la conception, l'installation et l'utilisation d'équipement sanitaire dans les villages africains et ailleurs. Je ne pense pas qu'il existe d'activités plus terre à terre que celles qui concernent, par exemple, la mise au point de système de prestation de services sanitaires dans les milieux ruraux et l'utilisation d'instruments de ce genre qui remplacent les balances et tout autre instrument de mesure pour les agents sanitaires analphabètes qui peuvent ainsi mesurer le niveau de malnutrition des enfants des villages. Je pourrais vous donner tout à l'heure plus de précisions sur cet instrument, si vous le désirez; il coûte 10 cents.

Nous avons fait également des études dans le domaine des sciences sociales afin de déterminer le rôle des femmes, les habitudes dans les villages, etc., et cela, pour toute une gamme de pays en voie de développement. Toutefois, ces études, comme toutes les autres activités, ne sont pas effectuées par le centre mais plutôt par les chercheurs qui travaillent dans les pays en voie de développement. Certes, nous employons des chercheurs professionnels pour nous aider dans cette tâche. Leur rôle consiste alors à aider les chercheurs du pays en voie de développement à identifier le problème et à encadrer les travaux de recherche mais jamais à adopter une attitude parternaliste ou professorale. Ce n'est pas ainsi que nous procédons.

Lorsque nous avons besoin de personnel, nous faisons très souvent appel au SUCO. Nous nous intéressons surtout aux anciens de SUCO, car ils ont des spécialités universitaires et, généralement, une bonne expérience des pays en voie de développement. J'en arrive maintenant à la deuxième question qui portait sur l'utilisation des ressources canadiennes. Si cette augmentation de 12 millions de dollars nous est accordée, il nous faudra alors absolument analyser quelle partie de son potentiel de recherches de développement le Canada peut mettre à la disposition des pays en voie de développement. Dans notre budget de 1980-1981, j'ai déjà réservé plusieurs centaines de milliers de dollars, compte tenu des subventions budgétaires de l'année prochaine, à la poursuite du processus présenté par M. Berlinguet et le ministère d'État à la Science et la Technologie, en préparation à la Conférence de Vienne.

Quant à savoir si les établissements des pays en voie de développement demanderont l'aide des ONG canadiens, c'est une autre question. Je pense qu'ils chercheront à établir des